



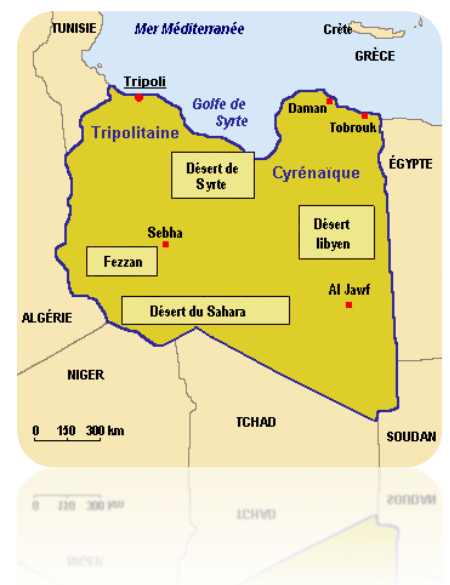
## La situation géopolitique actuelle en Libye

Le 29 octobre 2019, le Gouvernement Libyen d'Union Nationale (GNA) annonce la reprise prochaine des transports aériens à l'aéroport de Mitiga à Tripoli, les attaques des groupes armés ayant rendu le trafic aérien impossible depuis deux mois. Cet événement est révélateur du conflit que traverse la Libye, divisée entre le commandant suprême de l'Armée Nationale Libyenne (ANL) le général Haftar et le premier ministre du gouvernement d'Union Nationale, Faiez El Sarraj.



Depuis la chute du colonel Kadhafi en 2011, la Libye n'est pas parvenue à mettre en place un régime démocratique durable à sa tête, et ce, malgré l'intervention de puissances extérieures. En 2018, on note que l'ONU a affiché son soutien pour la tenue d'élections démocratiques, tout comme la France et l'Italie. Mais à la suite des violences et retards législatifs, ces élections ne se sont toujours pas tenues et demeurent à l'ordre du jour pour l'année 2019. Après une conférence en février 2019 à Abou Dhabi, un accord de principe est obtenu, en même temps que des élections présidentielles. Ces événements mettent en exergue le rôle clé d'acteurs extérieurs pour départa-

ger les clans politiques rivaux, stabiliser les institutions, permettre le retour de la sécurité et remettre sur pieds l'économie chancelante du pays. De plus, même si les flux migratoires vers l'Europe en provenance de la Libye ont diminué, le pays demeure un espace de transit clé pour les migrants qui cherchent à rejoindre l'Europe. La situation géopolitique de la Libye se caractérise alors par une pluralité d'acteurs impliqués, à l'échelle régionale (frontières avec l'Algérie et la Tunisie à l'ouest, l'Égypte et le Soudan à l'est et le Niger et le Tchad au sud) et à l'échelle locale, avec la présence d'alliances tribales et de milices qui s'affrontent pour le contrôle



*Aménagement linguistique dans le monde CEFAN, consulté en décembre 2019*

de portions de territoires et de ressources. En effet, la Libye possède la plus grande réserve de pétrole de toute l'Afrique, devant le Nigeria, et a également accès à la plus grande réserve d'eau douce au monde, à savoir la nappe de l'Albien située en partie sur son territoire (Sahara septentrional), en plus de la nappe du bassin de Nubie.

Dès lors, en quoi l'implication d'acteurs régionaux et internationaux dans le conflit libyen rend cette crise beaucoup plus complexe qu'un conflit bilatéral entre deux factions rivales qui se disputent le pouvoir central ?

### **1) Une fracture durable qui divise l'ensemble du pays**

#### **a- La légitimité du Gouvernement d'Union Nationale (GNA) mise en question**

Faiez Sarraj est le premier ministre du GNA mis en place après les accords de Skhirat. Il est reconnu par la communauté internationale et est installé à Tripoli depuis le 5 avril 2016 avec 9 autres membres du conseil présidentiel. Les accords de Skhirat en février 2015 prévoyaient que le Congrès général national (CGN) de Tripoli et la Chambre de Tobrouk acceptent l'autorité du Gouvernement d'Union Nationale, ce que cette dernière a finalement refusé, laissant depuis le pays dans une situation de rivalité politique complexe. Les brigades qui défendent la capitale libyenne sous la bannière du GNA résistent aujourd'hui au chef rebelle avec

des milices de Misrata (opération militaire débutée en avril sous le nom de "Volcan de la colère") et entreprennent même une contre-offensive généralisée dans toutes les villes pour les purger des "forces illégitimes" d'Haftar selon son porte-parole le colonel Gnounou.

#### **b- L'avancement majeur de l'Armée Nationale Libyenne (ANL) dans le pays par des actions militaires**

L'ALN, dirigée par le général Haftar, n'a cessé de gagner du terrain dans l'est et dans le sud du pays (élimination de cibles terroristes). Cet ancien proche puis opposant de M. Kadhafi n'a d'autre légitimité politique que d'être soutenu par la chambre des représentants de Tobrouk. C'est en battant les milices islamistes qui terrorisaient Benghazi en 2013 puis en s'appropriant le croissant pétrolier (situé au centre du pays) trois ans plus tard que ce général s'est bâti une légitimité. C'est aussi son opposition à toute tendance islamiste qui justifie son choix de refuser de reconnaître le gouvernement de F.Sarraj, dont il accuse les Frères musulmans d'en avoir le monopole. Il est à présent clair que ce dernier cherche à ancrer sa prise de pouvoir dans les institutions ; un référendum sur une nouvelle constitution (nécessitant la majorité absolue dans les trois régions du pays et deux tiers des voix au niveau national) devant en effet être organisé dans le pays selon un amendement constitutionnel voté le 26 novembre 2018 à la Chambre des représentants de

Tobrouk. Il aurait alors lieu en même temps que des élections législatives et présidentielles repoussées depuis 2018.

#### **c- L'influence de l'Etat Islamique demeure**

Bien que les forces militaires soutenant le premier ministre Sarraj aient repris les territoires de Syrte en décembre 2016, la Libye continue de faire face à la menace terroriste, comme en témoigne l'attentat commis par Daesh à Tripoli, en mai 2018 contre le siège de la Haute commission électorale puis le ministère des Affaires étrangères en décembre. L'opération « Enfer des Sables » a alors été lancée par l'Armée nationale libyenne depuis le 13 janvier 2019 et a permis de sécuriser la région du Fezzan et d'éliminer plusieurs cibles terroristes. La topographie désertique du sud du pays se révèle en effet propice au développement des réseaux terroristes et ne facilite pas les opérations militaires. Les terroristes emploient à présent des méthodes de guérilla et délaissent leur stratégie d'expansion territoriale. Selon un rapport de l'Africom de 2018, entre 400 et 700 membres de l'EI seraient présents sur le territoire. Ces éléments évoluent dès lors dans un contexte d'Etat défaillant, avec un monopole de la force latent dans le pays qui favorise leur développement.

#### **d- Les clans du Sahara et leurs alliances conjoncturelles**

Le sud de la Libye demeure entre les mains de minorités non arabes du Sud ; Ouled Slimanes, Toubous, Touaregs, Arabes Zwaï et qui sont en concurrence pour le contrôle des villes (Ubari, Sabha, Murzuq), des axes routiers et des ressources économiques. Des affrontements réguliers ont eu lieu entre Toubous et Ouled Slimanes entre le mois de février et le mois de mai 2018, à Sebha, principale ville du Sud. Ces alliances tribales, qui sont les unités de base de la population libyenne, constituent ainsi un pilier de l'organisation politique et ont joué un rôle clé lors de la révolution. Il y a environ 30 tribus principales qui dirigent plus de 2200 tribus dans tout le pays et il est crucial pour le gouvernement de composer avec ces acteurs complexes ; en ce sens, au cours des trois dernières années, des efforts de médiation entre les différentes communautés ont été entrepris.

Ainsi, la complexité de la crise libyenne réside dans la confrontation entre les acteurs locaux mais aussi régionaux ; en effet l'Égypte et les Emirats arabes unis (opposants de longue date des Frères musulmans) soutiennent l'armée de Haftar tandis que la Turquie et le Qatar soutiennent Sarraj et le GNA. Ces tensions se sont alors cristallisées lors des conférences organisées par les États impliqués (Palerme, Paris) et donnent une portée interétatique à ce conflit.

#### **II) Une situation de crise qui ancre le pays dans une situation de chaos global**

##### **a- Une économie de rente qui ne permet pas au pays de renforcer ses infrastructures ou son industrie**

Bien que les milliards d'actifs de fonds souverains dispersés dans le monde par la Libye soient gelés par l'ONU, le pays possède une immense réserve de pétrole et de gaz le classant au 9ème rang mondial et lui permettant de faire fonctionner son économie. En effet, la production de pétrole représente environ 70% du PIB du pays. Cependant, malgré son immense richesse, le système rentier ne lui est pas bénéfique car ses ressources attisent les convoitises et engendrent de nombreux conflits. La Libye ne peut donc pas mener une politique d'amélioration des infrastructures indispensable à sa diversification économique. Ainsi, le secteur industriel et l'agriculture (1,7% du PIB) sont trop faibles pour avoir un réel impact sur l'économie du pays.

##### **b- L'exploitation des ressources comme enjeu majeur du conflit**

Les nombreuses ressources du territoire sont au cœur de conflits à différentes échelles. Sur le plan national, les deux gouvernements se battent pour avoir la mainmise sur les territoires d'exploitation de ressource tant convoités. Cependant, d'autres forces internes impliqués dans le conflit libyen s'intéressent aux revenus pétroliers comme les milices islamistes, les différentes tribus

(Touareg, Toubous, Berbères), ainsi que l'État Islamique. A ce jour, c'est l'ANL du Général Haftar qui possède presque l'exclusivité des ressources. Mais de nombreuses contestations se font ressentir comme la fermeture illégale par un groupe armé local en juillet 2019 d'une vanne de pipeline bloquant l'approvisionnement en pétrole brut de Sharrara.

Sur le plan international, trois pays ont des intérêts très importants dans l'exploitation et la production du pétrole libyen : l'Italie avec ENI, la France avec Total et depuis 2018, la Russie avec Rosneft. Cela crée des processus d'alliance entre les pays et les différents gouvernements qui s'opposent : la Russie soutient le Général Haftar alors que la France se positionne officiellement du côté du gouvernement National.

##### **c- Une population civile lourdement impactée**

Dans un contexte de conflits permanents, l'apport en eau et électricité est fragilisé. Les réparations ne peuvent s'effectuer et les manutentions dans les centrales se font rares, ce qui entraîne des pannes de plus en plus courantes. A cause de la situation instable du pays, les experts étrangers sont de moins en moins nombreux, ce qui ralentit le développement. Ainsi, la population civile voit ses conditions de vie se dégrader et subir de plein fouet ces manques, avec des coupures d'eau et d'électricité récurrentes considérées comme

un levier politique par les milices et les groupes armés du pays.

De plus, l'état des services publics de santé tels que les hôpitaux se détériore, ce qui empêche une bonne prise en charge de la population.

Enfin, le système éducatif est touché lui aussi car de nombreuses formations universitaires ferment. La population libyenne ne comprend pas comment, dans un pays aussi riche en ressources naturelles, la pauvreté est aussi forte. En effet, le système économique du pays ne lui permet pas de pouvoir gérer des petites entreprises par exemple car le pouvoir d'achat est trop faible. Les habitants vivent au rythme des conflits dans une dégradation constante de leurs conditions de vie. Les droits de l'homme sont bafoués et cela est notamment visible dans le système pénitentiaire où des milliers de personnes sont maintenues en détention arbitraire de longue durée sans inculpation car l'autorité d'un des deux gouvernements sur la gérance des prisons n'est que théorique, ce qui entraîne donc de nombreuses dérives.

Des milliers de personnes déplacées internes se voient dans l'obligation de vivre dans des camps à travers le pays tandis que d'autres ont pu retourner dans leurs foyers. On observe une grande vulnérabilité de ces personnes déplacées ou « retournées ». En 2019, on estime à 823 000 le nombre d'hommes ayant besoin d'une assistance humanitaire. Une crise humanitaire grave semble se profiler et la population

revendique des changements profonds.

#### **d- Un contexte de crise migratoire qui aggrave la situation et les inégalités, provoquant une crise nationale et globale**

Si les flux migratoires en provenance de Libye ont diminué, ce pays reste néanmoins le second lieu par lequel transitent les migrants en partance pour l'Europe après la Turquie car c'est un endroit stratégique pour rejoindre le continent. La Libye incarne une nouvelle voie vers l'exode pour des populations qui fuient la guerre ou l'indigence économique du Tchad ou du Niger par exemple. Dans ce contexte de crise migratoire qui ne trouve pas de solution, une nouvelle source de revenus se met en place : celle du trafic d'humains. En effet, des groupes armés enlèvent les migrants afin de les vendre comme esclaves. Ces derniers sont des proies faciles pour les passeurs et les trafiquants qui les enferment dans des camps de rétention situés sur les côtes libyennes entre Tripoli et Benghazi. Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), environ 670 000 migrants et demandeurs d'asile étaient présents en Libye en août 2018.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est prononcé sur la traite des êtres humains, en adoptant une résolution, faisant notamment référence à la situation des migrants en Libye. Il a notamment adopté des sanctions contre six trafiquants d'êtres humains le 7 juin 2018. Alors que la Com-

munauté internationale semble réagir à ce problème, les dirigeants libyens ont l'air de s'en décharger, observant leur impuissance face à un réseau rodé.

### **III) Une géopolitique des puissances mondiales ?**

#### **a- La concertation internationale dans le cadre de la gestion de crise**

L'état de la Libye, comme évoqué plus tôt, a interpellé aussi bien l'opinion publique que les observateurs du pays. S'en est suivi la mise en place d'une vague de programmes d'aides. L'ONU a envoyé une délégation de plusieurs dizaines de personnes afin d'appuyer une politique de négociations et de concertations entre les populations et les différents groupes politiques. Ceci dans le but d'aboutir à une démocratie sur le modèle occidental avec un accompagnement de la population vers une participation plus active de leur part et la tenue d'élections libres faisant jouer le jeu des partis multiples.

D'autre part l'opération Sophia lancée par l'Union Européenne en 2015 s'est concentrée sur la gestion de la crise migratoire en s'opposant aux réseaux de trafics de migrants et en formant les gardes côtes libyens (du Gouvernement National Libyen). La mission Sophia est doublée de la mise en place d'un régime d'embargo concernant la vente, le transfert direct et la fourniture d'armes afin de limiter l'intensification du conflit. Toutefois l'effectivité de ce

programme est remise en cause depuis le retrait de sa branche marine, ne laissant qu'un dispositif aérien en charge de surveiller les flux.

## **b- Une opportunité pour chaque Etat de rebattre les cartes de la scène mondiale?**

L'embargo sur la Libye est un exemple type d'une opposition entre enjeux nationaux et internationaux, en plus d'une opposition entre intérêts économiques et politiques, pour les différents pays acteurs. Amnesty International, parmi d'autres ONG, a accusé en avril 2019 la France d'avoir vendu aux belligérants du matériel militaire. Les Émirats Arabes Unis et la Turquie ont aussi fait face à ce type d'accusations. Le fait que ces différents pays aient pour certains une importante industrie de l'armement n'est pas une coïncidence, et mène à penser qu'il ne s'agisse que d'une façade diplomatique pour promouvoir d'autre part des intérêts économiques personnels.

Ces conflits autour d'enjeux majeurs peuvent finir par créer des tensions entre alliés lorsque ces derniers sont pourtant incités à avoir une politique commune dans des organisations supranationales du type de l'Union Européenne. Or des acteurs extérieurs peuvent profiter de ces conflits pour attiser des tensions, à la manière de la Russie. En 2018, le gouvernement italien s'oppose aux vœux politiques de la France concernant le scrutin libyen. L'Italie, ancienne puis-

sance colonisatrice et partenaire historique de la Libye, n'apprécie pas cette opposition, contrairement à la France, et est soutenue en ce sens par la Russie. Alors que les deux rivalisent d'influence pour obtenir le leadership sur la question du pétrole et du gaz libyen, le Kremlin s'est ainsi élevé face à un front rival plus fragmenté.

Enfin, dans ce contexte de lutte d'influence, l'objectif de certains pays est de soutenir parmi les belligérants un alter-ego compatible avec leurs propres politiques. On peut ici évoquer les Émirats Arabes Unis qui ont cherché à convaincre le clan des Toubous de revenir sur leur plainte à la cour pénale internationale à l'encontre du Maréchal Haftar concernant des massacres de civils. La Russie semble elle aussi plus encline à mettre en place un gouvernement à tendance autoritaire et promouvant une armée forte avec lequel elle partagerait nombre d'opinions ; même si le Kremlin a aussi offert ses soutiens à M. El Sarraj afin de ne pas être perdant si ce dernier prenait le dessus.

## **c- Une solution politique qui se fait attendre : la conférence de Berlin cristallise de nombreuses attentes mais aussi déjà des déceptions**

Le dernier évènement notoire sur le plan politique est la préparation du congrès internationale sur la Libye ayant lieu en novembre prochain. Accueilli par l'Allemagne, son but est de réunir les gouvernements des pays

voisins tels la Tunisie, l'Algérie, les acteurs occidentaux du conflit (France, Italie et Etats-Unis notamment) afin d'organiser une nouvelle stratégie concernant le conflit libyen. Ce changement intervient au moment où un nouveau groupe d'acteurs essaie d'entrer sur scène : L'Union Africaine. Cette dernière a fait parlé d'elle avec sa demande concernant la gestion du conflit libyen lors du sommet de l'Union Africaine en juillet 2019, demande réitérée en octobre lors du conseil de sécurité de l'ONU. En effet l'Union souhaite obtenir une plus grande légitimité afin d'avoir un réel poids dans le processus de décision et à fortiori dans la résolution du conflit libyen. Leur défense porte sur l'absence de réels effets résultant de la gestion par l'ONU de la crise, et la proximité géographique de ces pays avec l'impact direct qu'ils peuvent subir de l'instabilité dans la zone. Leur demande, rejetée, était plus précisément d'avoir un émissaire africain qui remplacerait le libanais Ghassan Salamé, actuel envoyé spécial de l'ONU en charge du conflit. Dans l'optique que leur représentant serait mieux informé des enjeux et mieux à même de défendre les enjeux africains dans ce jeu d'influence global.

Pour conclure, la complexité de la situation géopolitique en Libye relève de plusieurs domaines. S'agissant des acteurs locaux, on voit s'affronter sur le plan régional des volontés tribales antagonistes, quand, au niveau national, on voit s'opposer un chef de facto, par son emprise du

territoire, et un chef de droit, reconnu par la communauté internationale. Concernant les acteurs non-nationaux, une pluralité d'intérêts apparaît, à l'image des velléités économiques sur les ressources que possèdent la Libye disputées par la communauté internationale, mais aussi les jeux d'influences tirant leur origine dans l'époque coloniale pour la mainmise sur la région. Parfois on observe simplement de l'opportunisme politique afin que l'État puisse

travailler sa réputation. L'attrait industriel d'un vivier de contrats dans le domaine de la défense en intéresse aussi plus d'un.

Enfin, c'est l'aspect social et l'humanitaire qui guide une plus faible part de ces acteurs marqués par les conditions de vie de la population du pays. C'est finalement cette double nature mêlant un conflit local et une greffe globale qui rend la situation si instable et surtout difficile à apaiser. Les mots du juge Jamel

Bennour, libyen, synthétisent bien la situation : « *Il n'y aurait pas de solution, tant que c'est une guerre de procuration, où ni les Libyens ni leurs voisins ont des intérêts* », octobre 2019.

Pauline Genessay

Louis-Marie Guyotat

Novembre 2019

---

*[ Note des auteurs : Ce document rédigé dans un contexte académique est fait à la manière d'une note de synthèse de géopolitique. Ce type d'exercice consiste en la rédaction d'un texte fondamentalement synthétique donnant un aperçu de la situation actuelle d'un pays, d'une région... Son but est de permettre au lecteur, dans un temps le plus court possible, d'obtenir les clés de compréhension d'une situation complexe ; on peut penser à un dirigeant qui doit, durant les quelques heures que dure son trajet en avion, acquérir des connaissances suffisamment larges à propos d'un sujet sur lequel il devra négocier à son arrivée.*

*Ainsi, si ce travail se veut d'être le plus exhaustif, ses limites concernant la forme (style synthétique, relativement court) tout autant que le fond (présenter la situation sous la majorité de ses aspects, ne relater que les événements de cette dernière année tout au plus) en font une première approche intéressante mais ne doit être qu'une porte vers un traitement plus en profondeur du sujet. ]*